

Montreuil, 21 septembre 2016



DETTE DU FERROVIAIRE

LA VÉRITÉ FINIT TOUJOURS PAR ÉCLATER !

Inscrite dans la loi du 4 août 2014, la reprise de la dette du système ferroviaire devait être le tremplin pour réussir la réforme...

La Direction SNCF, les fédérations UNSA et CFDT pourront toujours essayer de nous vendre « on nous a menti à l'insu de notre plein gré » !

Juin 2016, en plein conflit cheminot, le gouvernement réitère ses annonces sur le sujet pour désamorcer la grève entamée par la CGT.

Le rapport sur la dette du ferroviaire enterre les dernières illusions de ceux qui ont accompagné la réforme (Direction et certaines OS), en faisant semblant de croire aux promesses d'un gouvernement qui n'en a pas tenu une seule tout au long du quinquennat !

Une trahison d'Etat insupportable !

Pire, les dirigeants successifs de notre pays se distinguent en ne respectant pas la directive européenne dite « 91/440 » qui stipulait aux Etats de reprendre leur dette du ferroviaire, directive appliquée par tous les pays européens sauf la France !

A la SNCF, la direction a largement coécrit les différents scénarii pour accélérer l'ouverture rapide à la concurrence pour le transport de voyageurs et la disparition de l'entreprise publique.

Elle prévoit de concéder à une filiale de droit privé, l'exploitation d'une ligne en région parisienne et ce sans appel d'offres, alors que le STIF l'a attribué à la SNCF.

La SNCF a supprimé plus de 18 500 emplois de cheminots entre 2006 et 2015 et son président annonce son intention d'en détruire 28 000 supplémentaires dans les 7 années à venir.

L'abandon des Trains d'Equilibre du Territoire, la multiplication des camions et des bus participent de cette politique de terre brûlée : quid des sujets environnementaux, des territoires qui se désertifient, des salariés, des étudiants, des retraités livrés à leur sort ?

Il en va de même des fermetures de gares, de guichets, de lignes avec une cascade de suppressions de train.

Le verdict nous le connaissons : ce sont les cheminots qui vont payer le fruit de cette mauvaise réforme par la suppression de leur poste, la remise en cause des logements ICF, un déroulement de carrière et un pouvoir d'achat exsangues !

Des initiatives sont d'ores et déjà engagées avec les comités de défense et les formations politiques qui s'opposent au diktat du libéralisme.

La Fédération CGT appelle tous les cheminots à combattre ces choix néfastes en refusant les restructurations sur leur site et en s'organisant avec la CGT pour répondre aux défis.

Nous n'abdiquerons pas, le service public ferroviaire a un avenir, les cheminots et leur famille aussi !

CONTACT
SERVICE PRESSE
COMMUNICATION
THIERRY NIER
Tél : 01 55 82 84 32
com@cheminotcgt.fr

